

LE TEMPS

entretien Lundi 25 février 2013

Vers un capitalisme civilisé

Par Propos recueillis par Dejan Nikolic

Quel est l'avenir du commerce mondial? Après douze années d'efforts diplomatiques, l'impasse du Cycle de Doha révèle les limites du multilatéralisme. Dirigé par Martin Khor, le Centre Sud s'applique à renforcer et à unifier les pays les plus pauvres de la planète, pour ensuite engager leur voix dans un dialogue collectif avec les nations économiquement plus avancées

L'organisation intergouvernementale Centre Sud rassemble, dans de modestes locaux genevois du Petit-Saconnex, les aspirations de 51 pays en développement. Laboratoire de réflexion créé en 1995, l'entité travaille à de meilleurs rapports entre les deux hémisphères commerciaux de la planète. Depuis 2009, Martin Khor, économiste, chroniqueur et journaliste, en est le directeur exécutif.

Le Temps: «Nous vivons une époque tumultueuse: nous nous trouvons au début de la fin d'une ère, mais sommes dans l'attente de l'arrivée de la suivante», disait votre prédécesseur, Yash Tandon. Ce qui était vrai avant 2008 l'est-il encore plus aujourd'hui?

Martin Khor: Avec la crise, la légitimité du système s'est encore plus fortement érodée. Les institutions de gouvernance mondiale ont plus que jamais besoin de réformes. Les nations du Nord doivent reconnaître à celles du Sud le droit à un développement propre. Et ces dernières ne doivent en contrepartie pas dénigrer les craintes des pays avancés d'un retour, même progressif, au protectionnisme.

- Votre avis sur l'état actuel du commerce international?

- Il y a souvent un malentendu lorsque l'on parle d'ouverture des frontières. Pour la plupart des pays en développement, cette notion se traduit par une libéralisation des importations en supprimant les tarifs. Mais il est très difficile, en contrepartie, d'augmenter leurs exportations, faute de capacité de production suffisante.

- Moins de règles et de barrières restent malgré tout une formule d'avenir?

- Il est difficile d'affirmer si c'est une bonne chose ou pas. Il s'agit en tous les cas du fil conducteur majeur, tissé depuis près de 30 ans par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il a contribué à pousser, au nom de la croissance, les pays les plus pauvres à ouvrir sans restriction leurs frontières aux importations - en grande majorité - des pays avancés.

- S'orientent-on vers un changement?

- Je dirais que cette doctrine simpliste, bien que toujours dominante, n'est aujourd'hui plus la seule vision du monde. Un nombre croissant de pays en développement constatent les errements de cette pensée unique du développement par la libéralisation. La compétition, si elle s'accompagne d'importations hautement subventionnées comme certains produits de première nécessité européens

et états–uniens, n'améliore pas l'état des économies les plus pauvres. Elle les asphyxie en détruisant leur agriculture locale et leur industrie.

– Pour mieux fonctionner, les économies devraient, selon vous, encourager le protectionnisme?

– Il ne s'agit pas ici de s'emurer, mais de changer de rythme. La libéralisation soudaine et à outrance doit céder la place à une ouverture aux importations plus harmonieuse. C'est ce que s'évertuent à accomplir les pays en développement dans le cadre de l'OMC – depuis plus de 10 ans, à travers notamment le Cycle de Doha.

– Doha est convalescent. Cela signifie–t–il que l'arène des négociations multilatérales ne fonctionne pas?

– C'est pourtant la plus équitable des enceintes [comparé aux initiatives bilatérales], et il faut l'encourager. Il ne permet toutefois pas de limiter la conclusion de certains accords préférentiels, s'adressant à un nombre restreint de pays, qui vont très largement au–delà des secteurs traités dans le cadre de l'OMC [investissements, marchés publics, services, propriété intellectuelle, etc.]. Ces accords plus agressifs en termes de libéralisation sont généralement conclus au détriment des pays du Sud.

– A vous entendre, cette tendance du bilatéralisme ou du régionalisme est la pire voie à suivre?

– Si elle intègre des pays géographiquement proches et donc de niveau de développement relativement similaire, cela peut conduire à des progrès pour les économies en développement. Ce qui est en revanche plus contestable dans le cadre d'accords de type Nord–Sud, autrement surnommés «OMC plus». A titre d'exemple, les thèmes les plus contestés dans le cadre de Doha ont été au final retirés de l'agenda multilatéral pour être intégrés dans des accords de libre–échange. D'ailleurs, même si les Etats membres parvenaient à conclure ce cycle, il y aura toujours des accords de libre–échange qui s'y ajouteront pour aller encore plus loin dans les domaines toujours sensibles.

– Comme par exemple celui des services, où il est en ce moment question de négocier un traité plurilatéral en dehors de l'OMC?

– Ce type d'engagement parallèle n'est pas sain et trahit l'esprit multilatéral de l'OMC. En l'occurrence, il ne concerne que 21 pays. Et des économies majeures comme l'Inde, le Brésil ou la Chine n'y sont pas favorables. Sans oublier qu'un nombre limité de pays en développement s'y sont intéressés.

– A quoi ressemblera l'équilibre commercial mondial dans 20 ans?

– La théorie d'une inversion de centres de pouvoir, en présence de l'essor fulgurant de certains pays du Sud, face à des économies du Nord toujours en difficulté, n'est pas près de se réaliser. Pour la simple raison que l'accélération de la croissance de cette région, ces dix dernières années, est principalement due à des circonstances exceptionnelles, tels les hauts volumes d'importation aux Etats–Unis, stimulés par une demande intérieure aussi robuste qu'artificielle, et le niveau anormalement élevé de capitaux étrangers injectés sur les marchés émergents et les matières premières, sans oublier – plus récemment – les politiques monétaires expansionnistes des pays développés. Il ne faut pas oublier que les marchés sont devenus très intégrés, et que les pays du Sud ne sont pas déconnectés de ceux du Nord.

– Quel espoir, à moyen terme?

– Pour éviter une stagnation, voire carrément une récession, ces cinq prochaines années, il faudrait par exemple que l'Allemagne, qui dispose de surplus commerciaux supérieurs à ceux de la Chine en

comparaison de son PIB, mais connaît d'importantes faiblesses de sa demande domestique, prenne des mesures pour stimuler sa demande intérieure [consommation] et contribuer ainsi à la croissance mondiale. Tout comme le fait la Chine. Mais son économie, trop dépendante des exportations, devrait continuer à ralentir. A moins que ses autorités ne parviennent à relancer leur demande interne en augmentant les dépenses des ménages plutôt que les investissements.

- Qu'entrevoyez-vous à plus long terme?

- Des défis encore plus sérieux qu'une simple crise économique et l'urgence du maintien de l'emploi. Je pense notamment à la détresse environnementale et à ses effets irréversibles induits par la croissance. Il faudra un jour déterminer ce que l'on attend de la vie, de l'économie, du développement, du capitalisme, s'il faut le conserver et, si oui, sous quelle forme...

- C'est-à-dire?

- Il faudrait peut-être aussi redéfinir ce que l'on entend par civilisation. Le capitalisme est-il assez prompt au changement? Est-il compatible avec la notion de société équitable et d'économie durable? Une réponse à ces interrogations paraît essentielle.